

La Rentrée de tous les dangers....

Nous n'avions aucune illusion quant à ce qui risquait de sortir de la « conférence sociale » d'autant plus que les discussions devaient se faire sur la base des exigences du MEDEF, soutenues par le gouvernement, à savoir, pour ce qui concerne les retraités : augmentation de la CSG, suppression de l'abattement de 10 %, indexation de la revalorisation des pensions sur l'inflation minorée au lieu des prix, etc.

La CGT, lors de la table ronde « retraite, protection sociale », a exposé ses propositions de financement, mais sans être entendue. Le seul choix envisagé n'étant qu'un allongement de la durée de cotisation ou la désindexation des pensions, voire les deux.

Parler d'augmenter les années de cotisation, **c'est évidemment retarder l'âge de départ à la retraite**. Alors que notre pays recense au moins 5 millions de chômeurs, dont environ 25 % de jeunes de moins de 25 ans, c'est totalement absurde. Et qu'on ne nous cite pas l'Allemagne, qui aurait, selon certains, fait baisser le chômage tout en maintenant les seniors au travail : c'est au prix d'une précarité extrême avec des salaires de misère, qui a d'ailleurs pour conséquence une diminution de l'espérance de vie dans ce pays.

Le gouvernement précise qu'il faudra faire des efforts et indique que des concertations auront lieu durant l'été et qu'il « prendra ses responsabilités » début septembre.

On peut craindre le pire !

On peut craindre le pire. Si on ne se mobilise pas !

De tous côtés, en effet, on nous effraie en nous citant des déficits abyssaux, en oubliant systématiquement de mentionner que l'ensemble des soi-disant aides aux entreprises atteint 200 milliards, sans contrepartie ni contrôle. Rappelons également que la taxation des revenus financiers des entreprises, au même niveau

que la cotisation salariale, rapporterait environ 20 milliards d'euros, soit le déficit prévu, pour 2020, des caisses de retraite ! Sans parler de la fraude fiscale (1) qui atteint aujourd'hui entre 60 et 80 milliards.

Ce n'est pas en réduisant le pouvoir d'achat du plus grand nombre, le salaire des actifs, les pensions des retraités, que l'on va relancer la consommation, la production, l'économie. C'est

au contraire, en augmentant les salaires et les pensions, en faisant contribuer les revenus financiers à la hauteur des revenus du travail que l'on pourra, enfin, voir s'inverser les tendances qui nous entraînent vers un recul de société, vers un retour aux siècles passés.

Nous ne voulons pas de Rentrée noire pour les salariés, actifs et retraités, mais une Rentrée offensive, dès début septembre : imposons le changement, emparons-nous de la rue !

(1) Avec l'aide d'experts fiscalistes, fort coûteux, des gros contribuables parviennent à ne pas payer les impôts auxquels ils devraient être soumis.

Sommaire

1. L'édito
2. Encore des mauvais coups ! / Pouvoir d'achats des retraités...
3. Suite du numéro 31
4. L'orga, le Point. La vie des sections.

Encore des mauvais coups !

Michelin, depuis 30 ans, poursuit son extension mondiale au détriment des emplois en France, fermant plusieurs sites. Tout récemment annoncée, à Joué-lès-Tours, la suppression de 700 emplois sur les 900 de l'usine, ce qui ne laisse augurer rien de bon quant à sa pérennité... Il faut rappeler que Michelin bénéficie de 17 millions d'euros de crédit impôt recherche pour 2013, en plus d'importants dégrèvements de cotisations sociales, et que son président a promis plus de 2 milliards de bénéfices nets aux actionnaires avant 2015 !



Dès l'annonce des suppressions d'emplois, la lutte s'est organisée, avec 200 manifestants à Clermont, le 26 juin à l'appel de la Fédération.

Pouvoir d'achat des retraités : danger !

Le rapport Moreau, remis au gouvernement, suggère des réformes pour rétablir l'équilibre financier du système des retraites, en mettant ces derniers à contribution :

- **Augmentation des impôts de millions de retraités par la hausse de la CSG à hauteur de 7,7 %**, qui s'ajouterait à la taxe de 0,3 % mise en œuvre depuis le 1^{er} avril 2013 (pour, en principe, financer la perte d'autonomie), à la non-revalorisation des tranches d'impôts depuis 2011, à la suppression de la demi-part pour veufs, veuves et isolés, à la fiscalisation de la majoration de 10 % sur les pensions pour avoir eu 3 enfants, à la suppression

prévue de l'abattement fiscal sur les pensions (voir encadré ci-dessous).

- **Sous-indexation** (par rapport au coût de la vie) du relèvement des pensions, alors que les revalorisations actuelles ne maintiennent déjà pas le pouvoir d'achat.

Si ces mesures étaient retenues par le gouvernement, sachant que déjà certaines organisations syndicales n'y sont pas hostiles, la perte de pouvoir d'achat des retraités serait dramatique.

Il est indispensable que tous les retraités se mobilisent, syndiqués CGT ou non, pour empêcher la mise en place de cette nouvelle contre-réforme.

Mise au point sur ces 10 % d'abattement fiscal que certains présentent comme spécifique aux retraités, ou niche fiscale. Ces 10 %, le retraité les avait en étant actif, il doit les garder dans la continuité de salarié, car les frais des retraités, cela existe : en passant en retraite, perte de revenu au minimum de 20 %, mais.... tarif de la mutuelle doublé ou triplé, plus de CE pour bénéficier de tarifs réduits sur le social, la culture, les loisirs, plus de tickets restaurant... De plus, le fait de rester chez soi augmente les frais de chauffage, d'électricité, d'eau... Tout ceci est bien l'équivalent, au moins, des 10 % des frais professionnels !

Aujourd'hui, après avoir accordé au gouvernement français un délai pour arriver à un déficit de 3 % du PIB, la Commission Européenne exige « **des réformes substantielles en matière de marché du travail, de système de retraite** ».

Le MEDEF prône l'allongement de la durée de cotisation et un recul de l'âge de départ. Voilà qui nous interpelle, actifs et retraités.

Avec un gouvernement à la botte du patronat (comme on vient de le voir avec l'accord du 11 janvier 2013, retranscrit quasi intégralement dans la loi), salariés actifs, chômeurs et retraités ont tout à craindre pour leur avenir.

Les attaques contre la Sécurité sociale par la droite et le patronat ne sont pas nouvelles, mais sont largement relayées par les médias et les experts de tout poil à la botte de la pensée unique. **La Sécurité sociale est un bien qui appartient à nous tous.** Nous devons la défendre collectivement. Il est grand temps que salariés actifs, chômeurs ou retraités, nous prenions conscience du danger qui est devant nous.

Avec l'accord dit « de sécurisation des emplois » du 11 janvier dernier, l'obligation de **généralisation de la couverture complémentaire des frais de santé**

peut paraître une idée séduisante et favorable pour les salariés qui en sont aujourd'hui dépourvus. Mais, dans quelle condition de couverture et à quel prix ? Pour la CGT, la pression du MEDEF et des assureurs privés ne doit pas avoir gain de cause. La commission mixte paritaire doit rétablir la possibilité de faire des désignations au niveau de la branche. (Déclaration Confédérale).



On voit bien à qui va profiter la manne financière apportée par cet accord pour une couverture à minima.

La solution, pour les salariés et leurs familles, n'est pas dans une complémentaire, qu'elle soit santé, retraite, dépendance ..., mais bien dans une remise à plat de la Sécurité sociale et de son financement par le travail et la plus-value qu'il crée.

La CGT propose, notamment, la création d'une contribution sociale sur les revenus financiers des entreprises (intérêts et dividendes), une remise en cause des exonérations des cotisations employeurs, une soumission à cotisations sociales de l'intéressement, de la participation et de l'épargne salariale...

Pierre GUILLAIN DE BENOUVILLE, l'homme qui a fait tomber Jean Moulin.
Jean MOULIN a été arrêté à Caluire le 21 juin 1943 : qui est responsable ?

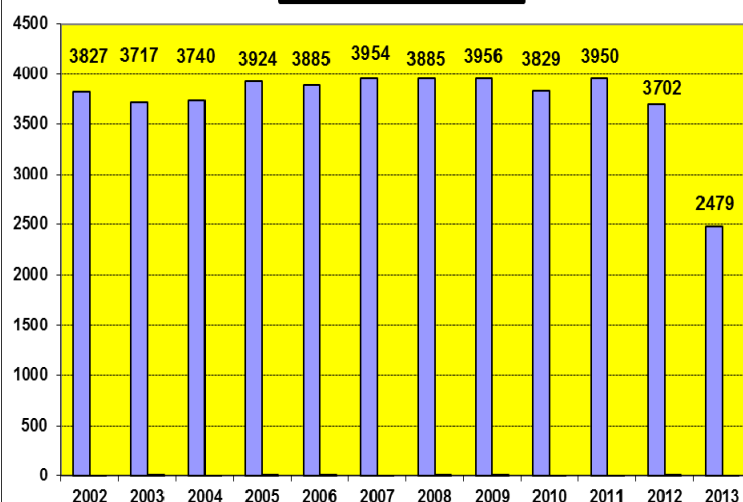
Contacter Michel CUNY (micheli.cuny@orange.fr) pour recevoir sa Lettre du 17 juin

L'Agenda

- **Dès début septembre 2013, la CGT organise 4 meetings régionaux et une grande journée d'action interprofessionnelle pour l'emploi, les salaires, les retraites...**
- **27 août** : Assemblée Générale confédérale de rentrée
- **24 septembre** : Assemblée Générale de tous les syndicats de la FNIC
- **25 septembre** : Conseil national de l'UFR

Sous réserve d'omission ou d'erreur, les chiffres à fin juin, s'ils marquent une progression par rapport à ceux du mois précédent, restent encore trop faibles, s'agissant du premier timbre de l'année. Nous rappelons aux camarades en charge de l'orga que les cotisations (FNI et timbres mensuels) doivent être payées régulièrement : l'idéal serait chaque mois, mais chaque trimestre serait très raisonnable.

FNI payés au 27 juin 2013



Rappelons que le versement des timbres de trois années (2010, 2011, 2012) clôturées au 31 décembre 2013, sera déterminant pour fixer le nombre de participants au Congrès fédéral de 2014. De même, ces années ont été retenues par l'Union Confédérale des Retraités CGT pour la représentation des sections à son congrès de mars 2014.

La vie des sections

Vu dans Le Havre Libre du 3 juin 2013

Le syndicat CGT des retraités de Total, en assemblée, a dénoncé la politique économique et sociale du gouvernement. La CGT refuse l'austérité.

Le rapport présenté par le secrétaire du syndicat CGT des retraités et veuves, Raymond Loisel, à l'occasion de son Assemblée générale à la salle Benoît-Frachon, n'était pas tendre pour le gouvernement : « les retraités et salariés vivent une période de régression sociale sans précédent », a-t-il déclaré d'entrée de jeu. « Nos dirigeants d'hier et d'aujourd'hui réalisent les rêves du MEDEF, s'attaquant aux forces vives de notre pays et à ses moyens de production... Tout cela pour obéir aux ordres de l'Union Européenne ».



Le secrétaire général n'a pas été tendre pour le gouvernement

« Les attaques sur l'âge de départ en retraite, le droit à la santé et le pouvoir d'achat » se traduisent par une dégradation des conditions de vie des retraités. Le secrétaire a déploré que, face à cette situation, les travailleurs et les retraités peinent à se mobiliser, « préférant rester à la maison plutôt que

d'aller aux manifestations, à la différence des adversaires du mariage pour tous », a déploré un participant. « Les idées que nous véhiculons ne sont pas majoritaires », a renchéri un autre. Le débat a pris une tournure politique,

plusieurs intervenants s'inquiétant de la montée de l'extrême droite.